African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Digitalisation de l'audit interne et gouvernance publique : une analyse bibliométrique de la littérature

Digitalization of Internal Audit and Public Governance: A Bibliometric Analysis of Literature.

Auteur 1 : AMGHAR Amina.
Auteur 2 : MABROUMI Hayat.
Auteur 3 : AISSAOUI Awatif.

Amina AMGHAR, Doctorante,
Faculté d'Économie et de Gestion, Béni Mellal, Laboratoire des Études et des Recherches en Sciences Économiques et Gestion,
Université Sultan Moulay Slimane, Maroc.

MABROUMI Hayat, 0009-0004-2988-6586, doctorante,
Faculté d'Économie et de Gestion, Béni Mellal, Laboratoire des Études et des Recherches en Sciences Économiques et Gestion,
Université Sultan Moulay Slimane, Maroc.

AISSAOUI Awatif, enseignante-chercheuse,
Faculté Polydisciplinaire de Beni-Mellal, Laboratoire des Études et des Recherches en Sciences Économiques et Gestion,
Université Sultan Moulay Slimane, Maroc.

Déclaration de divulgation : **L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.**

Conflit d'intérêts : **Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.**

Pour citer cet article : **AMGHAR .A, MABROUMI .H & AISSAOUI .A (2026) « Digitalisation de l'audit interne et gouvernance publique : une analyse bibliométrique de la littérature», African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 027.**

DOI : 10.5281/zenodo.24106629.
Copyright © 2026 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Résumé

La digitalisation transforme progressivement les pratiques d'audit interne et les mécanismes de gouvernance publique, grâce à l'intelligence artificielle, à l'analyse des données, à l'automatisation des processus et à la blockchain. Toutefois, malgré l'intérêt croissant pour ces technologies, la littérature consacrée spécifiquement à leur application à l'audit interne dans le secteur public demeure fragmentée et insuffisamment structurée. Cet article vise à analyser les dynamiques scientifiques, thématiques, géographiques et intellectuelles des recherches portant sur la digitalisation de l'audit interne et la gouvernance publique. Pour atteindre cet objectif, une revue systématique de la littérature combinée à une analyse bibliométrique a été réalisée à partir de la base de données Scopus. Le corpus final comprend 47 articles scientifiques publiés entre 2014 et 2025. Les métadonnées bibliographiques ont été exploitées à l'aide de l'outil VOSviewer afin d'examiner l'évolution des publications, la visibilité des travaux scientifiques et les réseaux de cooccurrence des mots-clés. Les résultats révèlent une accélération significative de la production scientifique depuis 2022, avec 70% des publications recensées concentrées sur les quatre dernières années de la période étudiée. La cartographie thématique met en évidence la prédominance des recherches associant l'audit interne au secteur public, à l'analyse des données, à la gestion des risques et à la détection de la fraude. En revanche, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la blockchain restent relativement peu explorées dans ce champ de recherche. Cette étude permet ainsi de mieux délimiter le champ scientifique étudié et d'identifier des perspectives de recherche, en particulier l'évaluation empirique des effets de la digitalisation de l'audit interne sur la performance, la transparence et la gouvernance publique. Cependant, les résultats bibliométriques permettent de décrire les tendances de la littérature sans pour autant établir une relation de cause à effet entre la digitalisation et l'amélioration effective de la gouvernance.

Mots-clés : Digitalisation, audit interne, gouvernance publique, analyse bibliométrique, secteur public.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Abstract

Digitalization is gradually transforming internal audit practices and public governance mechanisms through artificial intelligence, data analytics, process automation, and blockchain. However, despite growing interest in these technologies, the literature specifically devoted to their application to internal audit in the public sector remains fragmented and insufficiently structured. This article aims to analyze the scientific, thematic, geographic, and intellectual dynamics of research on the digitization of internal audit and public governance. To achieve this objective, a systematic literature review combined with a bibliometric analysis was conducted using the Scopus database. The final corpus comprises 47 scientific articles published between 2014 and 2025. Bibliographic metadata were analyzed using the VOSviewer tool to examine publication trends, the visibility of scientific work, and keyword co-occurrence networks. The results reveal a significant acceleration in scientific output since 2022, with 70% of the identified publications concentrated in the last four years of the study period. The thematic mapping highlights the predominance of research linking internal audit to the public sector, data analysis, risk management, and fraud detection. In contrast, artificial intelligence, cybersecurity, and blockchain remain relatively unexplored in this field of research. This study thus helps to better define the scientific scope under investigation and identify research opportunities, particularly the empirical assessment of the effects of the digitization of internal auditing on performance, transparency, and public governance. However, bibliometric results allow us to describe trends in the literature without establishing a cause-and-effect relationship between digitization and actual improvements in governance.

Keywords : Digitization, internal audit, public governance, bibliometric analysis, public sector.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Introduction

L'accélération de la transformation numérique constitue aujourd'hui un facteur majeur de reconfiguration des mécanismes de gouvernance dans les secteurs public et privé. Les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), la blockchain, l'automatisation des processus robotiques et l'analyse avancée des données redéfinissent la gestion des risques, la conformité et la responsabilité au sein des organisations. Ces technologies permettent le traitement des données en temps réel et facilitent les processus décisionnels fondés sur les données. Elles impliquent, par conséquent, un changement des cadres de gouvernance vers des structures plus décentralisées et dépendantes du numérique (Lois et al., 2021). Cette dynamique renforce également le rôle stratégique des outils numériques dans l'amélioration des mécanismes de surveillance, de contrôle et de conformité au sein des organisations complexes (Betti & Sarens, 2021).

Dans ce contexte, la fonction d'audit interne connaît des mutations significatives, liées à l'intégration progressive des technologies numériques dans ses processus et ses méthodes d'intervention. Ces évolutions soulèvent de nouveaux enjeux relatifs à la cybersécurité, à la confidentialité des données, à la fiabilité des systèmes automatisés et à l'adaptation des compétences professionnelles. Bien que les secteurs public et privé évoluent dans des environnements institutionnels et réglementaires distincts, ils sont confrontés à des défis communs qui nécessitent le développement de pratiques collaboratives et le partage d'expériences en matière d'audit numérique (Kahyaoğlu & Aksoy, 2021). À cet égard, le renforcement des capacités organisationnelles, l'harmonisation des méthodologies d'évaluation des risques et l'adaptation des dispositifs de contrôle apparaissent comme des conditions importantes pour accompagner les transformations numériques (Sestino et al., 2020). Ces évolutions mettent également en évidence la nécessité de développer des référentiels et des normes adaptés aux nouvelles exigences de l'audit dans les environnements numériques (Fotoh & Lorentzon, 2023).

Le présent article s'inscrit dans cette perspective, en se concentrant sur l'analyse bibliométrique de la littérature scientifique relative à la digitalisation de l'audit interne et à ses corrélations avec la gouvernance du secteur public. Malgré l'intérêt croissant accordé à ces questions, la littérature demeure relativement fragmentée entre plusieurs domaines de recherche. Ces derniers incluent notamment la transformation numérique des administrations publiques, l'évolution des pratiques d'audit interne et l'intégration des technologies émergentes dans les mécanismes de gouvernance.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Cette dispersion rend nécessaire une analyse structurée de la production scientifique afin de mieux comprendre l'évolution de ce domaine, d'identifier ses principales orientations et de mettre en évidence les perspectives de recherche encore insuffisamment explorées.

Dès lors, la présente étude répond à la question suivante : quelles sont les principales dynamiques scientifiques, thématiques, géographiques et intellectuelles de la littérature consacrée à la digitalisation de l'audit interne et à la gouvernance publique ?

L'objectif principal de cette recherche est de cartographier et d'analyser la production scientifique consacrée à la digitalisation de l'audit interne dans le contexte de la gouvernance publique, à travers une approche bibliométrique. Plus précisément, il s'agit d'examiner l'évolution temporelle des publications, d'identifier les principaux contributeurs scientifiques et leur répartition géographique, d'explorer les réseaux de cooccurrence des mots-clés, et de discuter les principaux apports, enjeux et limites associés à l'intégration des technologies numériques dans les pratiques d'audit interne du secteur public.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'article est structuré en quatre parties. La première présente le cadre conceptuel et théorique relatif à la digitalisation de l'audit interne et à la gouvernance publique. La deuxième expose la démarche méthodologique adoptée, en précisant les sources de données, les critères de sélection des publications et les techniques d'analyse bibliométrique mobilisées. La troisième partie est consacrée à la présentation et à l'analyse des résultats, notamment l'évolution de la production scientifique, la répartition géographique des contributions et la cartographie des principales thématiques de recherche. Enfin, la quatrième partie propose une discussion des résultats à la lumière de la littérature existante, met en évidence les implications de l'étude et identifie ses limites ainsi que les perspectives de recherches futures.

1. Cadre théorique

1.1. Clarification des concepts clés

La digitalisation s'accélère de manière exponentielle et transforme en profondeur le paysage de la gouvernance dans les secteurs public et privé. Les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), la blockchain, l'automatisation des processus robotiques et l'analyse avancée des données redéfinissent la gestion des risques, la conformité et la responsabilité au sein des organisations. Ces technologies permettent le traitement des données en temps réel et facilitent les processus décisionnels fondés sur les données. Elles impliquent, par conséquent, un changement

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

des cadres de gouvernance vers des structures plus décentralisées et dépendantes du numérique (Lois et al., 2021). Cette évolution met l'accent sur le rôle prépondérant de la technologie dans l'optimisation de la surveillance et de la conformité au sein des environnements digitaux complexes (Betti & Sarens, 2021).

Par ailleurs, la nécessité d'une collaboration étroite entre les pratiques d'audit des secteurs public et privé s'avère impérieuse, eu égard aux défis partagés qui concernent la cybersécurité, la confidentialité des données et l'intégrité des systèmes automatisés. Bien que les environnements réglementaires entre ces deux secteurs puissent différer, une approche coordonnée est essentielle pour favoriser l'innovation et promouvoir l'échange de connaissances dans les pratiques d'audit (Kahyaoğlu & Aksoy, 2021). Les cadres de collaboration et les partenariats peuvent contribuer à combler les lacunes en matière de capacité, à harmoniser les méthodologies d'évaluation des risques et à doter les fonctions d'audit interne des moyens nécessaires. Ainsi, elles seront en mesure de répondre efficacement aux défis posés par les perturbations digitales (Sestino et al., 2020). Cette nécessité de coopération est mise en exergue par les complexités en constante évolution de la gouvernance numérique, soulignant l'importance d'élaborer des normes universelles pour les pratiques d'audit digital (Fotoh & Lorentzon, 2023).

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une recherche doctorale portant sur l'apport de l'audit interne et de la digitalisation des processus à l'exercice de la gouvernance du secteur public marocain. Toutefois, la littérature existante demeure fragmentée en trois axes principaux. Premièrement, de nombreux travaux traitent de la transformation numérique des administrations sans isoler la digitalisation propre à la fonction d'audit interne. Deuxièmement, les recherches sur l'intelligence artificielle, la blockchain, l'automatisation ou l'analyse de données restent dispersées entre les domaines de l'audit, des systèmes d'information et de la gouvernance. Troisièmement, la structuration scientifique de ce champ dans le secteur public demeure insuffisamment cartographiée. La présente étude répond dès lors à la question suivante : quelles sont les principales dynamiques scientifiques, thématiques, géographiques et intellectuelles de la littérature consacrée à la digitalisation de l'audit interne et à la gouvernance publique ?

Cette recherche vise à atteindre quatre objectifs spécifiques, à savoir : (1) mesurer l'évolution de la production scientifique ; (2) identifier les auteurs et les pays les plus visibles ; (3) cartographier les cooccurrences de mots-clés et les principaux thèmes ; et (4) discuter des apports, des risques et

des limites associés à l'usage des technologies numériques dans l'audit interne public. La contribution de l'article est donc essentiellement bibliométrique et conceptuelle. Elle décrit la structure et les tendances de la littérature, sans considérer qu'une fréquence de publication ou de cooccurrence démontre, à elle seule, un effet causal de la digitalisation sur la qualité de la gouvernance publique.

1.2. Rôle et périmètre de la gouvernance publique

Le concept de gouvernance provient du terme latin, qui signifie « diriger » ou « piloter un navire ». Cette notion remonte à l'antiquité, où elle faisait référence à l'art de gouverner une ville ou un État. Au fil des siècles, sa signification s'est élargie pour englober les mécanismes et les processus de gestion au sein d'organisations complexes. Cette évolution, reflétant les transformations des contextes économiques, politiques et sociaux, a conduit à une pluralité de définitions, souvent influencées par les disciplines et les cadres dans lesquels la gouvernance est appliquée. Le secteur public, dans lequel le gouvernement joue un rôle majeur, est un exemple éloquent de cette pluralité de définitions. Il n'est pas clair si le gouvernement peut continuer à jouer ce rôle ou bien s'il est possible d'avoir une gouvernance à l'ombre du gouvernement à travers une politique d'auto-organisation « gouvernance sans gouvernement » (Bovaird, 2005).

L'une des premières tentatives institutionnelles pour définir la gouvernance a été proposée par la Banque mondiale en 1989, qui l'a décrite comme « l'exercice du pouvoir politique dans la gestion des affaires d'une nation ». Plus tard, le Service de gestion publique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1993) a enrichi cette définition, en soulignant que la gouvernance englobe les interactions entre les institutions publiques et privées dans la gestion des affaires collectives, avec un accent sur la transparence, la responsabilité et l'efficacité. À cet égard, Bovaird et Löffler (2009) soulignent le rôle fondamental de la participation des parties prenantes et l'interdépendance entre elles dans le processus d'élaboration des politiques.

Dans le secteur privé, la gouvernance a évolué autour de la gestion des relations entre actionnaires, dirigeants et autres parties prenantes, visant à optimiser la performance et à minimiser les conflits d'intérêts (Jensen & Meckling, 1976). Cette approche a conduit au développement de mécanismes de contrôle et d'incitation conçus pour assurer une gestion plus transparente et efficace. Cependant, la gouvernance publique va bien au-delà de la logique économique du secteur privé. Elle implique des interactions complexes entre l'État, les citoyens, les organisations non gouvernementales et les

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

entreprises, formant ce que l'on appelle souvent une gouvernance à plusieurs niveaux. Rhodes (1997) le décrit comme un système en réseau où les acteurs publics et privés collaborent pour atteindre des objectifs communs tout en maintenant un certain niveau d'autonomie.

Malgré ses avantages, la mise en œuvre des principes de gouvernance publique fait face à des défis importants. El Idrissi, T. (2017) met en évidence les limites structurelles, notamment au sein des administrations publiques et des collectivités territoriales, où l'absence de mécanismes de marché réduit la pression concurrentielle, freinant ainsi l'amélioration des performances. De plus, la fragmentation des responsabilités entre les différentes entités administratives crée des chevauchements et des inefficacités, entravant la coordination et l'atteinte des objectifs stratégiques.

Une critique récurrente de la gouvernance, qu'elle soit publique ou privée, réside dans sa nature polysémique. Rhodes (1997) décrit la gouvernance comme un terme « fourre-tout », utilisé pour désigner des réalités diverses sans une définition théorique unifiée. Cette ambiguïté est particulièrement problématique dans les systèmes publics, où la multiplicité des acteurs et des contextes rend difficile l'application uniforme des principes de gouvernance. De plus, bien que la gouvernance publique aspire à améliorer la participation des citoyens, elle est parfois accusée de renforcer les asymétries de pouvoir. Les mécanismes participatifs, bien qu'ils semblent inclusifs, peuvent marginaliser certains groupes en raison de la complexité technique ou de l'accessibilité limitée. El Idrissi (2017) soutient que de telles barrières compromettent l'équité et la transparence, qui sont fondamentales pour une bonne gouvernance publique. Ces réflexions appellent une réévaluation des modèles existants et une exploration de nouvelles approches pour mieux répondre aux défis récurrents associés à la mise en œuvre de la gouvernance publique.

1.3. Évolution du rôle de l'audit interne

Au fil du temps, l'audit interne a connu une évolution remarquable pour devenir une fonction plus large et plus stratégique au sein des organisations. Au début du XXe siècle aux États-Unis, les grandes entreprises américaines utilisaient des cabinets d'audit externes pour certifier leurs comptes annuels (Mandzila, 2004). Les services fournis étaient considérés comme coûteux et lourds pour ces entreprises. Par conséquent, les efforts sont concentrés sur la recherche d'un moyen de réduire ces dépenses, en analysant la nature du travail effectué par les auditeurs externes. Par conséquent, certaines des tâches seront effectuées en interne par les employés de l'entreprise (Soh

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

& Martinov-Bennie, 2011). Les cabinets d'audit externe ont donné leur accord, sous réserve d'un certain degré de supervision. Ce n'est que dans les années 1970 et 1980 que la portée de l'intervention de la fonction a commencé à s'étendre (Gupta & Ray, 1992), avec des examens objectifs et indépendants des aspects opérationnels et des systèmes de contrôle interne allant au-delà des seules questions financières. À cet égard, les auditeurs internes ont commencé à jouer un rôle clé dans l'évaluation des risques, la gouvernance d'entreprise, la conformité réglementaire et la gestion des processus (Jones et al., 2017).

Dans les années 1990 et 2000, la profession de l'audit interne a gagné en reconnaissance et en professionnalisme. La création d'associations et d'instituts professionnels a été essentielle à l'évolution de la profession, grâce au développement de normes, de codes de déontologie et de qualifications pour les auditeurs internes.

Au cours des dernières décennies, l'audit interne a pris une dimension de plus en plus stratégique. Les auditeurs internes sont devenus des partenaires essentiels pour la haute direction et les conseils d'administration, fournissant une assurance indépendante et aidant à améliorer les opérations, les systèmes de contrôle et la gestion des risques. La fonction a également commencé à jouer un rôle plus consultatif, en fournissant des conseils à la direction (Krogstad & Smith, 2003). L'audit interne joue un rôle actif dans divers domaines, incluant la gestion des risques d'entreprise, l'audit de conformité, l'audit des systèmes informatiques, la durabilité et la responsabilité sociale des entreprises. À la suite des crises financières et des scandales, le rôle de l'audit interne a subi une transformation notable. Ces crises ont mis en évidence le besoin impérieux d'améliorer la gouvernance d'entreprise, la transparence financière et la gestion des risques au sein des organisations (Mandzila, 2004).

Ces événements significatifs ont souligné l'importance de l'évaluation et du suivi continus des risques, dans le but d'améliorer les processus, d'aider l'entreprise à identifier les vulnérabilités et à mettre en œuvre des mesures de contrôle appropriées (Cooper et al., 1994). L'analyse de la recherche en audit interne montre que les variations des circonstances économiques dans lesquelles les organisations gèrent semblent avoir un impact sur l'évolution de l'audit interne (Sarens et al., 2012). En outre, l'engagement de l'audit interne à mener des activités de conseil découle des changements de l'environnement économique et réglementaire et de l'évolution technologique (Karimallah & Drissi, 2024). Aujourd'hui, à la suite de l'émergence des technologies de

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

l'information et des systèmes d'information, l'audit interne a également dû s'adapter pour gérer les risques liés à la digitalisation et à son impact sur les organisations. Il est maintenant temps d'examiner comment l'intégration des technologies digitales au niveau de l'entreprise a façonné la fonction d'audit interne. L'un des facteurs environnementaux influençant la structure organisationnelle d'une entreprise peut être la numérisation (Dowling & Leech, 2014). L'étude de la bibliographie actuelle a révélé que les travaux antérieurs mettent davantage l'accent sur la numérisation de l'audit externe (Canning et al., 2018), en recourant à des méthodes comme l'analyse de données effectuée par des auditeurs externes. Les bases théoriques exposées encouragent à porter l'attention sur la numérisation de la fonction d'audit interne, étant donné qu'il s'agit d'un champ de recherche qui demeure inexploré (Roussy & Perron, 2018).

1.4. Impact de la digitalisation sur l'audit interne à l'ère de la gouvernance

La digitalisation transforme la structure, les processus et les compétences de la profession d'audit interne, au Maroc comme ailleurs. Les outils numériques ne constituent toutefois pas une garantie d'amélioration : leurs effets dépendent de la maturité organisationnelle, des compétences disponibles et de la capacité de la fonction d'audit à s'approprier de nouveaux risques.

Les outils d'audit digitaux, tels que l'intelligence artificielle (IA), l'automatisation des processus robotiques (RPA), l'analyse de données et la blockchain, offrent des capacités transformatrices. Ces dernières sont en mesure d'améliorer la capacité d'une organisation à répondre aux risques émergents, à améliorer la gouvernance et la conformité, et à renforcer la confiance des parties prenantes. Cette transformation ne consiste pas seulement à adopter de nouvelles technologies, mais aussi à redéfinir le rôle de l'audit interne dans un environnement digital. En augmentant l'agilité et la réactivité des fonctions d'audit, en renforçant la gouvernance et l'atténuation des risques, et en favorisant une plus grande transparence et responsabilité, les audits digitaux deviennent une composante essentielle du succès organisationnel à l'ère digitale.

L'Internet des objets illustre cette double dimension d'opportunité et de risque : les auditeurs internes peu familiers avec ces technologies s'exposent à des vulnérabilités qu'ils ne savent pas évaluer, tandis que ceux qui les maîtrisent peuvent en tirer un avantage d'assurance (Protiviti, 2016). Dans le même sens, la cybersécurité élargit le périmètre d'assurance et de conseil de l'audit interne, qui doit contribuer à l'instauration d'une cyberhygiène organisationnelle et actualiser en permanence sa connaissance des incidents (Güler & Arkın, 2019). L'intelligence artificielle et

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

l'analyse de données permettent en outre une surveillance continue de la conformité, présentée par l'IIA comme l'avenir de la profession (The Institute of Internal Auditors, 2017).

La blockchain, par ses propriétés de transparence, de traçabilité et d'immuabilité, rend certaines procédures de contrôle redondantes et impose une révision des normes professionnelles. Rooney et al. (2017) interrogent la préparation de l'audit interne à cette technologie et préconisent la formation des auditeurs, leur implication dans les projets blockchain et l'adoption de l'audit continu. Lee et al. (2018) soulignent que la vérification des informations inscrites dans la chaîne fera émerger de nouvelles obligations pour les auditeurs internes. Les entretiens conduits par Brender et al. (2019) indiquent que la majorité des auditeurs anticipent une transformation profonde de la profession, orientée vers l'audit des systèmes d'information. Selon Karahan et Tüfekçi (2019), l'inaltérabilité des données déplace le travail de l'auditeur de la garantie d'intégrité vers des domaines plus complexes tels que l'évaluation systémique et la détection des fraudes.

Face à ces mutations, Deloitte (2018) recommande aux fonctions d'audit interne d'établir une feuille de route stratégique alignée sur le cadre de gestion des risques, d'engager tôt l'évaluation des risques numériques, de définir des indicateurs de suivi et de maîtriser les processus d'automatisation. Betti et Sarens (2021) confirment que les risques liés aux technologies de l'information et aux cybermenaces occuperont une place croissante, que la demande de conseil adressée aux auditeurs internes augmentera et que l'automatisation des tâches routinières libérera des ressources pour des activités à plus forte valeur ajoutée. Le rôle de l'audit interne évolue ainsi d'un contrôle de conformité rétrospectif vers une fonction proactive et stratégique, sous réserve des conditions organisationnelles rappelées en sous-section 1.1.

1.5. Grille conceptuelle mobilisée pour la cartographie bibliométrique

Afin d'assurer la cohérence entre le cadrage théorique et la cartographie bibliométrique, l'analyse est organisée autour de quatre catégories : (1) les technologies mobilisées dans l'audit interne (intelligence artificielle, Big Data, automatisation, blockchain et outils d'analyse) ; (2) les transformations de la fonction d'audit (audit continu, qualité, rapidité, indépendance et compétences) ; (3) les dimensions de gouvernance publique auxquelles la littérature associe ces transformations (transparence, responsabilité, gestion des risques et efficacité) ; et (4) les conditions et risques de mise en œuvre (cybersécurité, confidentialité, dépendance technologique,

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

biais algorithmiques et capacités numériques). Cette grille sert de cadre d'interprétation des mots-clés, des groupes thématiques et des tendances observés dans le corpus.

2. Méthodologie de recherche

Le choix de l'approche méthodologique de cette recherche repose sur la nature de la problématique étudiée et sur les objectifs poursuivis, qui consistent à analyser les dynamiques scientifiques, thématiques, géographiques et intellectuelles relatives à la digitalisation de l'audit interne et à la gouvernance du secteur public.

2.1. Positionnement épistémologique et mode de raisonnement

Sur le plan épistémologique, cette recherche s'inscrit dans une posture positiviste, considérant la production scientifique comme un ensemble de données observables et mesurables pouvant faire l'objet d'une analyse objective. Elle adopte une approche quantitative à visée descriptive et exploratoire, fondée sur l'exploitation d'indicateurs bibliométriques permettant d'identifier les principales tendances et dynamiques de notre champ d'étude. Le raisonnement mobilisé est principalement inductif, dans la mesure où l'analyse part de l'observation d'un corpus de publications scientifiques pour faire émerger progressivement les principales thématiques, les tendances dominantes et les orientations de recherche. Cette démarche permet de construire une compréhension globale du champ étudié à partir de l'observation et de l'analyse systématique des données bibliographiques, sans chercher à vérifier préalablement des hypothèses causales.

2.2. Design de recherche et source de données

Cette recherche combine une revue systématique de la littérature et une analyse bibliométrique afin d'associer une procédure de sélection explicite à une cartographie quantitative du champ. Le protocole s'appuie sur les recommandations relatives à la conduite des analyses bibliométriques (Donthu et al., 2021) et sur une logique de transparence inspirée de PRISMA 2020 pour documenter l'identification, le filtrage et la sélection des références (Page et al., 2021). Scopus a été retenue en raison de la richesse de ses métadonnées bibliographiques et de sa compatibilité avec VOSviewer. La fenêtre 2010-2025 permet de couvrir la phase d'accélération des technologies numériques appliquées à l'audit tout en conservant une période suffisamment homogène pour l'analyse des tendances.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

2.3. Stratégie de recherche, critères d'inclusion et d'exclusion

La recherche porte sur les titres, résumés et mots-clés. Afin d'éviter l'ambiguïté de l'expression initiale « Digital AND internal AND audit OR governance », les opérateurs booléens sont regroupés de manière à exiger simultanément une dimension numérique, une référence explicite à l'audit interne et un contexte de gouvernance ou de secteur public. Les critères d'inclusion sont les suivants : publication entre 2010 et 2025, article scientifique indexé dans Scopus, langue anglaise et pertinence pour la digitalisation de l'audit interne dans un contexte public ou de gouvernance publique. Sont exclus les travaux portant uniquement sur l'audit externe, la transformation digitale générale sans dimension d'audit interne, les documents hors période, les documents non anglophones et les types de documents autres que l'article (chapitres, communications, revues de livres).

TITLE-ABS-KEY ((digital OR technolog* OR "artificial intelligence" OR blockchain OR "big data" OR automation OR "data analytics" OR "robotic process automation») AND ("internal audit" OR "internal auditing") AND ("public governance" OR "public sector" OR government OR "public administration")) AND PUBYEAR > 2009 AND PUBYEAR < 2026 AND (LIMIT-TO (DOCTYPE , "ar»)) AND (LIMIT-TO (LANGUAGE , "English"))*[1]

La requête initiale non parenthésée avait identifié 874 notices, ramenées à 550 après filtres ; ce corpus intégrait de nombreux travaux consacrés à la gouvernance sans lien avec l'audit interne, ce qui a conduit à sa reformulation. L'équation corrigée, exécutée le 6 septembre 2026, retourne 47 notices après application des filtres de période, de type de document et de langue. Le contrôle des doublons à partir du DOI et de la combinaison titre-auteur-année n'en a identifié aucun. La lecture des titres et des résumés a confirmé que la grande majorité des notices associe la fonction d'audit interne, une dimension technologique et un contexte public ; huit articles n'abordent la digitalisation de l'audit interne que de manière secondaire ou dans un contexte périphérique (études sectorielles sur des établissements publics, contrôle de gestion des PME, gestion des risques d'entreprises industrielles), mais ont été conservés afin de préserver la reproductibilité stricte de l'équation, ce point étant discuté dans les limites. Le corpus final compte donc 47 articles.

Étapes de sélection : (1) requête initiale non parenthésée : 874 notices ; (2) requête initiale après filtres de période, de type et de langue : 550 notices ; (3) équation reformulée après filtres de période

[1] Requête de recherche utilisée dans la base de données Scopus, formulée à partir des mots-clés prédéfinis.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

(2010-2025), de type (article) et de langue (anglais) : 47 notices ; (4) dédoublonnage : 47 notices ; (5) lecture des titres et résumés : 47 articles retenus.

2.4. Traitement des données et paramètres de la cartographie

Les métadonnées Scopus (auteurs, affiliations, revues, citations, mots-clés d'auteurs et mots-clés indexés) sont exportées au format CSV et analysées avec VOSviewer pour les réseaux de cooccurrence (van Eck & Waltman, 2010) ; les statistiques descriptives (évolution annuelle, pays, revues, domaines disciplinaires, articles les plus cités) sont établies à partir de l'export et des outils d'analyse de Scopus. Compte tenu de la taille du corpus, la cartographie repose sur les mots-clés d'auteurs, plus précis que les mots-clés indexés par Scopus, lesquels introduisent des termes génériques sans valeur analytique *(« human », « behavioral sciences »*).

Le corpus comprend 208 mots-clés d'auteurs distincts, dont 18 apparaissent au moins deux fois ; le seuil minimal a donc été fixé à deux occurrences, avec un comptage complet, une normalisation par association strength et les paramètres de regroupement par défaut de VOSviewer (résolution 1). Les variantes lexicales proches « *internal audit », « internal auditing », « internal audit function »* ont été maintenues distinctes afin de refléter l'usage des auteurs sur un corpus de cette taille. Dans le réseau, la taille d'un nœud traduit le nombre d'occurrences, l'épaisseur d'un lien la force de cooccurrence et la position centrale d'un terme son rôle de connexion entre groupes. Les pays sont comptabilisés à partir des affiliations, chaque document étant attribué une fois à chacun des pays d'affiliation de ses auteurs. Trois auteurs seulement signent deux articles du corpus, ce qui prive de sens un classement par auteurs ; il est remplacé par le classement des articles les plus cités. Les indicateurs de citation, arrêtés au 6 septembre 2026, sont interprétés comme des mesures de visibilité scientifique et non comme des mesures directes de qualité ou d'efficacité.

3. Résultats de l'analyse bibliométrique

3.1. Constitution et périmètre du corpus

Le corpus final comprend 47 articles publiés entre 2014 et 2025 dans 36 revues différentes, tous en anglais. Ce périmètre constitue la base commune des analyses temporelles, thématiques et géographiques présentées ci-après. Les 47 articles totalisent 730 citations, soit une moyenne de 15,5 citations par article et une médiane de 8 ; 25 articles sont disponibles en libre accès. Les statistiques de citation étant dynamiques, elles doivent être lues à la date d'extraction indiquée dans la méthodologie. Les résultats décrivent la visibilité et la structuration du champ scientifique ; ils

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

ne constituent pas, à eux seuls, une preuve de l'efficacité de la digitalisation de l'audit interne sur la gouvernance publique.

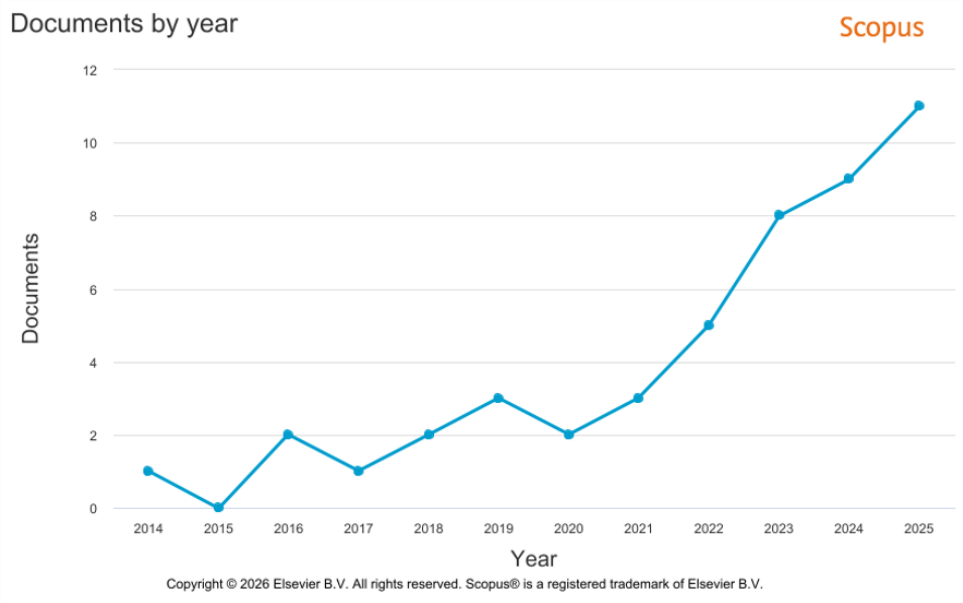
La taille réduite du corpus est elle-même un résultat. Elle indique que la littérature consacrée spécifiquement à la digitalisation de l'audit interne dans un contexte public demeure embryonnaire, alors que les travaux sur la transformation numérique des administrations ou sur l'audit interne en général sont abondants. Le protocole de sélection distingue ainsi clairement les recherches directement consacrées à l'audit interne numérique dans un environnement public des publications plus générales sur la gouvernance numérique, ce qui améliore la cohérence entre la question de recherche, le corpus et les cartographies.

3.2. Analyse de l'évolution de la publication

Aucun article du corpus n'est antérieur à 2014, alors que la fenêtre de recherche s'ouvre en 2010. Entre 2014 et 2021, la production reste marginale, avec un à trois articles par an (un en 2014, aucun en 2015, deux en 2016, un en 2017, deux en 2018, trois en 2019, deux en 2020, trois en 2021). Une accélération nette apparaît ensuite : cinq articles en 2022, huit en 2023, neuf en 2024 et onze en 2025, soit 33 des 47 articles (70 %) publiés au cours des quatre dernières années. Trois articles récents (2023-2024) rattachent explicitement l'adoption des outils d'audit assistés par ordinateur au contexte de la crise sanitaire ; au-delà de ce facteur, le corpus ne permet pas d'identifier la cause de cette accélération. L'évolution temporelle doit toutefois être interprétée comme un indicateur d'intérêt académique : l'augmentation du volume de publications ne démontre pas en elle-même une amélioration effective des pratiques d'audit ou de la gouvernance publique.

Figure N° 1 : Évolution annuelle des publications, 2014-2025 (n = 47)

Source : Scopus, extraction du 6 septembre 2026

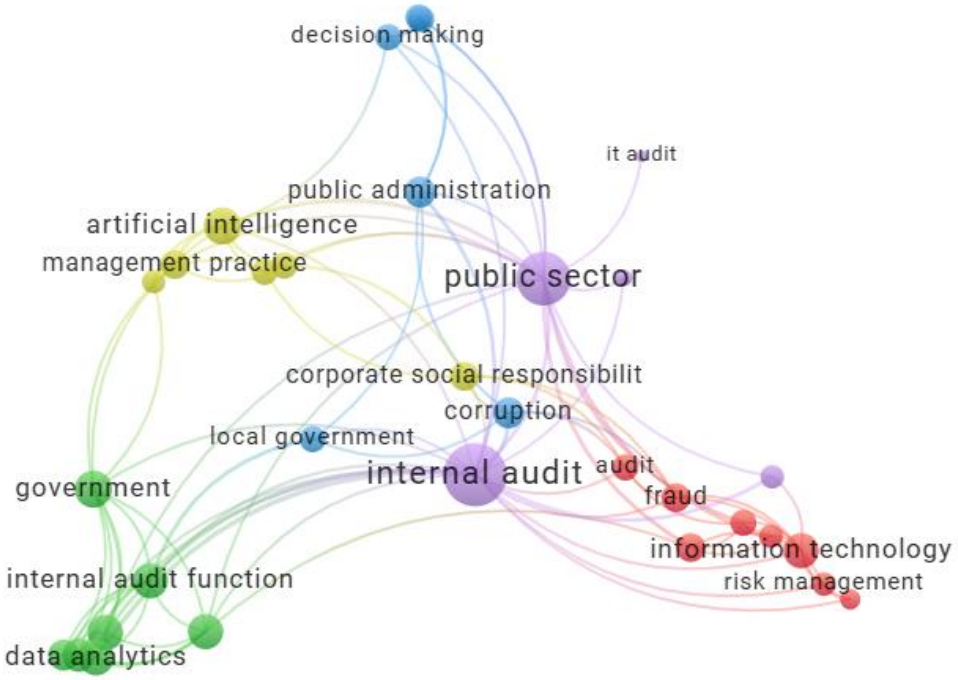


3.3. Structure thématique : mots-clés d'auteurs et domaines disciplinaires

Les mots-clés d'auteurs les plus fréquents sont *« internal audit »* (12 occurrences*), « public sector »* (6 occurrences), « information technology » (5 occurrences), *puis « data analytics », « effectiveness », « internal audit function », « local government » et « risk management »* (3 occurrences). Le réseau de cooccurrence (figure 2) fait apparaître cinq groupes. Le premier, central, associe l'audit interne et le secteur public, qui constituent les deux nœuds les plus connectés du réseau, ainsi que l'audit des systèmes d'information. Le deuxième relie le gouvernement, la fonction d'audit interne et l'analyse de données. Le troisième regroupe les technologies de l'information, la gestion des risques et la fraude. Le quatrième associe l'administration publique, les collectivités locales, la prise de décision et la corruption. Le cinquième, plus périphérique, réunit l'intelligence artificielle, les pratiques managériales et la responsabilité sociale.

Cette structure indique la manière dont les sujets sont associés dans la littérature. La position centrale du couple « internal audit » et « public sector » confirme la pertinence de l'équation de recherche ; la proximité entre analyse de données, fraude, corruption et collectivités locales suggère que la digitalisation de l'audit interne public est principalement étudiée sous l'angle de la détection des irrégularités et de la performance des administrations territoriales. Une forte cooccurrence signifie que des concepts sont fréquemment étudiés ensemble, et non que l'un produit un effet sur l'autre.

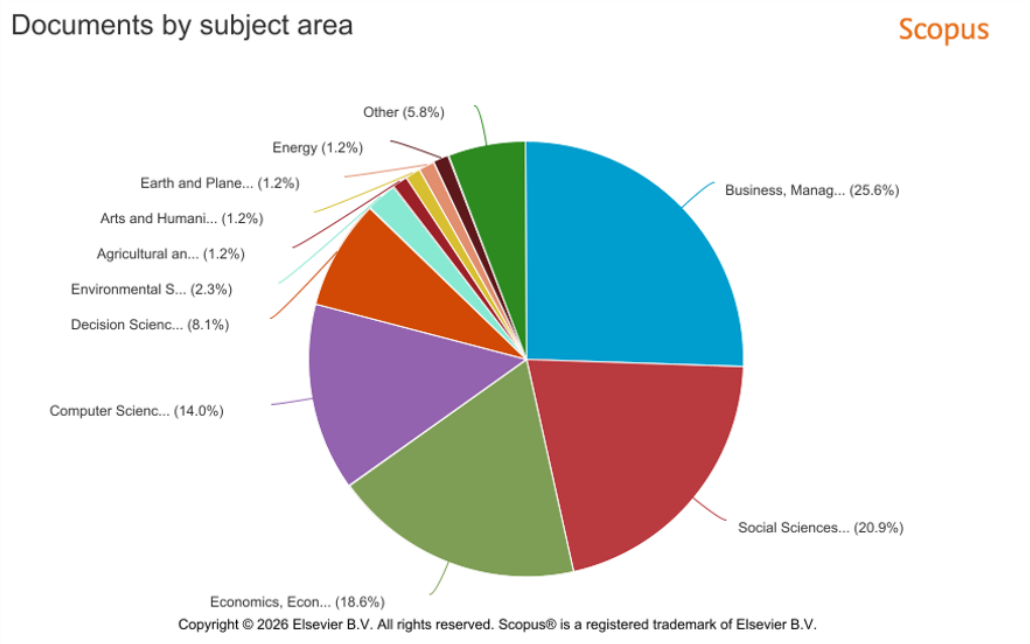
Figure n° 2 : Réseau de cooccurrence des mots-clés d'auteurs (seuil minimal : 2 occurrences)
Source : VOSviewer, à partir du corpus Scopus (n = 47)



La répartition par domaine disciplinaire (figure 3), fondée sur la classification Scopus des revues, montre que le champ relève d'abord des sciences de gestion (25,6 % des affectations disciplinaires), des sciences sociales (20,9 %) et de l'économie (18,6 %), l'informatique (14,0 %) et les sciences de la décision (8,1 %) complétant le tableau. Cette distribution traduit le caractère interdisciplinaire du sujet, à l'intersection de la gestion publique, de la comptabilité-audit et des systèmes d'information, mais aussi le poids encore limité des approches informatiques par rapport aux approches managériales.

Un codage complémentaire des titres, résumés et mots-clés, réalisé selon la grille présentée en 1.5, précise les technologies et enjeux abordés : l'analyse de données et le Big Data apparaissent dans 12 articles, la fraude et la corruption dans 11, la transparence et la redevabilité dans 11, l'intelligence artificielle dans 6, la gestion des risques dans 5, les collectivités locales dans 5, la cybersécurité dans 4, les outils d'audit assistés par ordinateur dans 3, l'automatisation des processus dans 3 et la blockchain dans un seul article. L'analyse de données et l'intelligence artificielle dominent donc nettement les technologies étudiées, tandis que la blockchain, très présente dans la littérature générale sur l'audit, reste quasi absente du contexte public.

Figure n° 3 : Répartition des articles par domaine disciplinaire (classification Scopus des revues)



Source : Scopus, extraction du 6 septembre 2026

3.4. Citation des articles

Le tableau 1 présente les dix articles les plus cités du corpus. L'article le plus visible (75 citations) porte sur les facteurs d'adoption des outils d'audit assistés par ordinateur dans la période post-COVID. Du point de vue des auditeurs internes, ils suivent une étude sur le rôle médiateur de la culture organisationnelle entre les technologies de l'information et l'efficacité de l'audit interne (69 citations) et des travaux sur les perceptions de l'analyse de données dans la fonction d'audit interne (55) et sur l'état et l'avenir de l'audit des systèmes d'information (52). Ces articles sont publiés dans des revues de systèmes d'information, de gouvernance, d'économie et d'administration publique ; quatre d'entre eux reposent sur des enquêtes par questionnaire auprès d'auditeurs internes ou de gestionnaires du secteur public en Jordanie (trois articles) et en Irak (un article).

Ces indicateurs renseignent sur la visibilité académique des travaux, mais ne mesurent ni leur qualité intrinsèque ni leur pertinence pour le seul secteur public : le troisième article le plus cité, consacré au contrôle de gestion des PME dans le contexte de l'industrie 4.0, illustre la présence de quelques travaux périphériques dans le corpus. Les écarts de citations sont en outre sensibles à

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

l'ancienneté des publications et à la date d'extraction ; les articles de 2024-2025, qui constituent 43 % du corpus, n'ont pas encore eu le temps d'être cités

Tableau N°1 : Les dix articles les plus cités du corpus

Ordre	Auteurs	Année	Revue	Citations	Pays
1	Al-Okaily et al.	2024	VINE Journal of Information and Knowledge Management Systems	75	Jordanie / Émirats arabes unis
2	Alqaraleh et al.	2022	Corporate Governance and Organizational Behavior Review	69	Jordanie / Bahreïn
3	Bilkova & Pisar	2019	Equilibrium. Quarterly Journal of Economics and Economic Policy	55	Rép. Tchèque
4	Tang et al.	2017	Behaviour and Information Technology	55	États-Unis
5	Dzuranin & Mălăescu	2016	Journal of Information Systems	52	États-Unis
6	Al-Taee & Flayyih	2023	Corporate Governance and Organizational Behavior Review	48	Irak
7	Lutfi & Alqudah	2023	Sustainability	42	Arabie saoudite / Jordanie
8	Putra et al.	2022	Cogent Economics and Finance	29	Indonésie / Royaume-Uni
9	Liston-Heyes & Juillet	2020	Public Administration	29	Canada
10	Boufounou et al.	2024	Economies	28	Grèce

Source : Scopus, indicateurs arrêtés au 6 septembre 2026

3.5. Productions scientifiques par pays

La répartition géographique, établie à partir des affiliations des auteurs, montre que la production est portée par des économies émergentes. L'Indonésie occupe la première position avec 10 articles, devant la Jordanie (5), la Malaisie (4) et les États-Unis (4), puis l'Arabie saoudite (3) et le Royaume-Uni (3). Le Brésil, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis, la Grèce, la Chine, la

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Turquie, le Maroc et l'Australie comptent chacun deux articles, et quatorze autres pays un seul article. Au total, 28 pays sont représentés, ce qui traduit un champ dispersé, sans pôle scientifique dominant. Le poids de l'Indonésie tient à une série d'études empiriques sur l'audit interne des collectivités locales et des agences de service public, portant notamment sur la qualité du service public, la performance administrative et la prévention de la fraude.

La faible présence des grands pôles scientifiques (Chine et États-Unis, deux et quatre articles) suggère que la digitalisation de l'audit interne public est d'abord étudiée dans des pays engagés dans des réformes de modernisation administrative et de lutte contre la corruption ; cette interprétation nécessiterait d'être confirmée par une comparaison avec un corpus de référence sur la digitalisation de l'audit interne, tous secteurs confondus. Le Maroc est représenté par deux articles publiés en 2025, dont une étude exploratoire sur les barrières à l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'audit interne du secteur public marocain, ce qui met en évidence un espace de recherche encore peu documenté et justifie le développement d'études empiriques nationales.

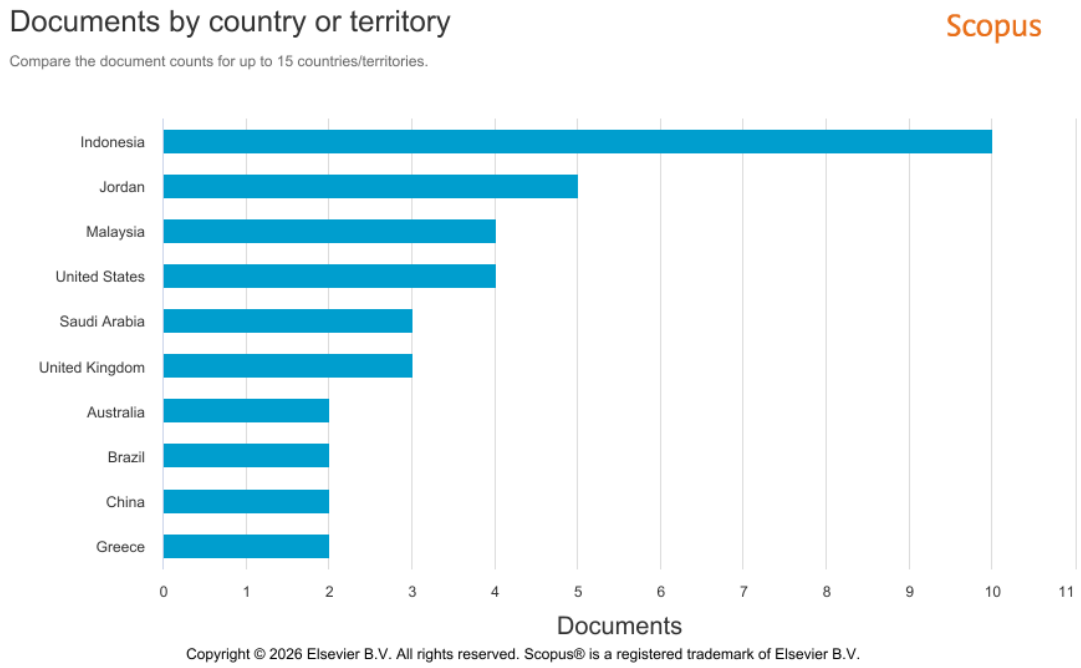
Tableau N°2 : Répartition des articles par pays d'affiliation des auteurs[2]

Pays	Nbr	Pays	Nbr	Pays	Nbr
Indonesia	10	Morocco	2	Ghana	1
Jordan	5	South Africa	2	Iran	1
Malaysia	4	Turkey	2	Iraq	1
United States	4	United Arab Emirates	2	Lithuania	1
Saudi Arabia	3	Afghanistan	1	New Zealand	1
United Kingdom	3	Bahrain	1	Thailand	1
Australia	2	Canada	1	Ukraine	1
Brazil	2	Chile	1	Viet Nam	1
China	2	Congo	1		
Greece	2	Czech Republic	1		

Source : Scopus, extraction du 6 septembre 2026

[2] La somme des effectifs par pays (59) est supérieure au nombre d'articles du corpus (47), chaque article étant comptabilisé une fois pour chacun des pays d'affiliation de ses auteurs ; un article ne comporte pas d'affiliation renseignée.

Figure n° 4 : Classification des articles par pays



Source : Scopus, extraction du 6 septembre 2026

3.6. Synthèse des résultats bibliométriques

Pris conjointement, les résultats montrent quatre tendances principales : un champ récent, dont 70 % de la production date des quatre dernières années ; une géographie portée par des économies émergentes, l'Indonésie en tête, et dispersée entre 28 pays ; une visibilité concentrée sur une dizaine d'articles consacrés aux outils d'audit assistés par ordinateur, à l'analyse de données et à l'audit des systèmes d'information ; et une structuration thématique autour du couple audit interne–secteur public, de l'analyse de données, de la gestion des risques et de la fraude, l'intelligence artificielle restant périphérique et la blockchain quasi absente. Ces indicateurs sont complémentaires : le nombre de publications mesure la productivité, les citations la visibilité et les mesures de réseau la position relationnelle des thèmes. Aucun d'eux ne permet, isolément, d'inférer la qualité d'une administration ou l'efficacité réelle de sa gouvernance. Cette lecture prudente et complémentaire des indicateurs est conforme aux recommandations de la littérature sur la conduite des analyses bibliométriques (Donthu et al., 2021 ; Aria & Cuccurullo, 2017).

4. Discussion des résultats

Le premier enseignement de la cartographie est la jeunesse et l'étroitesse du champ : 47 articles en quinze ans, dont aucun avant 2014, alors que la transformation numérique des administrations et

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

la digitalisation de l'audit en général ont donné lieu à des centaines de publications. La digitalisation de l'audit interne public s'inscrit dans ce mouvement plus large, mais elle n'a été isolée comme objet de recherche que récemment. La cartographie met surtout en évidence des proximités intellectuelles et des priorités de recherche ; elle ne permet pas de conclure que l'adoption de l'analyse de données, de l'intelligence artificielle ou des outils d'audit assistés par ordinateur améliore automatiquement la transparence ou l'efficacité de la gouvernance publique. Les résultats bibliométriques doivent donc être distingués des effets démontrés par des études empiriques menées au niveau des organisations.

La place centrale des termes liés à l'audit interne, à l'analyse de données, à la gestion des risques, à la fraude et aux collectivités locales est cohérente avec l'évolution du rôle de l'auditeur interne vers des activités plus continues, analytiques et orientées vers le conseil (Betti & Sarens, 2021). Les articles les plus cités indiquent que l'adoption des outils numériques dépend de facteurs organisationnels et humains, tels que la culture organisationnelle, les connaissances informatiques des auditeurs et les compétences du personnel. En outre, des facteurs technologiques tels que l'avantage relatif, la compatibilité et la complexité perçus sont également identifiés comme des éléments déterminants, davantage que la disponibilité de la technologie elle-même. Les technologies numériques peuvent accroître la couverture des contrôles, accélérer la détection des anomalies et faciliter l'exploitation de volumes importants de données. Toutefois, la réalisation de ces bénéfices potentiels dépend de la qualité des données, de l'architecture des systèmes, de l'indépendance de la fonction d'audit et des compétences disponibles. La digitalisation doit ainsi être considérée comme un levier organisationnel conditionnel et non comme une garantie de bonne gouvernance.

La littérature met également en évidence plusieurs risques qui doivent être intégrés à l'interprétation. Ces risques comprennent la confidentialité des données, la cybersécurité, la dépendance aux fournisseurs et aux infrastructures numériques, les biais algorithmiques, l'opacité de certains modèles d'intelligence artificielle et l'insuffisance des compétences numériques des auditeurs. Le faible nombre d'articles consacrés à l'intelligence artificielle (6 articles) et à la cybersécurité (4 articles), et l'absence quasi complète de la blockchain, indiquent que ces risques sont encore peu documentés dans le contexte public. Ce dernier est soumis à des exigences renforcées en matière de responsabilité, de traçabilité, de protection des données et de continuité

du service public. Ces constats soutiennent une approche de gouvernance numérique dans laquelle l'audit interne intervient à la fois comme fonction d'assurance, de conseil et d'évaluation des risques technologiques, sans se substituer aux responsabilités de la direction.

Sur le plan géographique, la domination de l'Indonésie, de la Jordanie, de la Malaisie et de l'Arabie saoudite indique que la digitalisation de l'audit interne public est d'abord étudiée dans des pays engagés dans des réformes de modernisation administrative et de lutte contre la corruption, où l'audit interne des collectivités locales constitue un terrain privilégié. Le Maroc, présent avec deux articles seulement, partage les mêmes priorités. L'étude exploratoire récente sur les barrières à l'intelligence artificielle dans l'audit interne public marocain confirme l'existence d'un déficit de travaux contextualisés. Cette asymétrie ouvre une perspective importante visant à tester empiriquement, dans les administrations et les établissements publics marocains, les mécanismes par lesquels les outils numériques influencent la qualité de l'audit interne, la gestion des risques, la transparence et la reddition des comptes.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Conclusion

Cette étude propose une cartographie bibliométrique de la littérature indexée dans Scopus sur la digitalisation de l'audit interne et la gouvernance publique entre 2010 et 2025. Le corpus de 47 articles met en évidence un champ récent, dont la production s'est accélérée depuis 2022, une géographie portée par des économies émergentes et dispersée entre 28 pays, et une structuration thématique autour du couple audit interne–secteur public, de l'analyse de données, de la gestion des risques et de la fraude. La contribution principale réside dans la délimitation rigoureuse de ce champ, dans la clarification de sa structure intellectuelle et dans l'identification de thèmes encore insuffisamment explorés, notamment l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la blockchain appliquées à l'audit interne public. Les résultats doivent cependant être lus comme des tendances de la littérature et non comme une démonstration causale de l'effet de la digitalisation sur la gouvernance publique.

Cette recherche présente plusieurs limites. Premièrement, le recours exclusif à Scopus peut exclure des travaux présents dans Web of Science, Dimensions ou d'autres bases, ainsi que la littérature grise des institutions supérieures de contrôle et des associations professionnelles. Deuxièmement, la restriction aux articles en anglais réduit la visibilité des recherches francophones, arabophones ou nationales. Troisièmement, la taille du corpus (47 articles) limite la portée des indicateurs bibliométriques : les cooccurrences reposent sur un seuil de deux occurrences, les classements par auteurs ne sont pas significatifs et quelques articles périphériques, conservés pour préserver la reproductibilité stricte de l'équation, pèsent sur les résultats. Quatrièmement, les citations évoluent dans le temps et doivent être interprétées à la date d'extraction, les articles récents étant mécaniquement sous-cités. Enfin, une analyse bibliométrique décrit la structure d'un champ mais ne mesure pas directement les effets organisationnels de la digitalisation.

Les recherches futures gagneraient à comparer les résultats avec Web of Science, à élargir la requête à un corpus de référence sur la digitalisation de l'audit interne tous secteurs confondus afin de situer le sous-champ public dans son ensemble, à réaliser une revue qualitative approfondie des 47 articles selon la grille proposée en 1.5 et, surtout, à conduire des études de terrain dans les administrations marocaines afin d'évaluer empiriquement l'impact de la digitalisation de l'audit interne sur la performance, la gestion des risques, la transparence et la gouvernance publique.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

BIBLIOGRAPHIE

Aria, M., & Cuccurullo, C. (2017). bibliometrix: An R-tool for comprehensive science mapping analysis. Journal of Informetrics, 11(4), 959-975. https://doi.org/10.1016/j.joi.2017.08.007

Betti, N., & Sarens, G. (2021). Understanding the internal audit function in a digitalised business environment. Journal of Accounting & Organizational Change, 17(2), 197-216.

Bovaird, T. (2005). Public governance: Balancing stakeholder power in a network society. International Review of Administrative Sciences, 71(2), 217-228. https://doi.org/10.1177/0020852305053881

Bovaird, T., & Löffler, E. (Eds.). (2009). Public Management and Governance (2nd ed.). Routledge.

Brender, N., Gauthier, M., Morin, J.-H., & Salihi, A. (2019). The potential impact of blockchain technology on audit practice. Journal of Strategic Innovation and Sustainability, 14(2).

Canning, M., Gendron, Y., & O'Dwyer, B. (2018). Auditing in a changing environment and the constitution of cross-paradigmatic communication channels. Auditing: A Journal of Practice & Theory, 37(2), 165-174.

Cooper, B. J., Leung, P., & Mathews, C. (1994). Internal audit: an Australian profile. Managerial Auditing Journal, 9(3), 13-19.

Deloitte. (2018). Auditing the risks of disruptive technologies: Internal Audit in the age of digitalization. Deloitte Development LLC. https://www.deloitte.com/us/en/services/audit-assurance/articles/internal-audit-anticipating-risk-of-new-technology.html

Donthu, N., Kumar, S., Mukherjee, D., Pandey, N., & Lim, W. M. (2021). How to conduct a bibliometric analysis: An overview and guidelines. Journal of Business Research, 133, 285-296. https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2021.04.070

Dowling, C., & Leech, S. A. (2014). A Big 4 firm's use of information technology to control the audit process: How an audit support system is changing auditor behavior. Contemporary Accounting Research, 31(1), 230-252.

EL IDRISSI, T. (2017). L'apport du contrôle interne et d'audit interne à la bonne gouvernance des entreprises: une étude quantitative sur les entreprises marocaines. International Review of Economics, Management and Law Research.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Fotoh, L. E., & Lorentzon, J. I. (2023). Audit digitalization and its consequences on the audit expectation gap: A critical perspective. Accounting Horizons, 37(1), 43-69.

Gupta, P. P., & Ray, M. R. (1992). The changing roles of the internal auditor. Managerial Auditing Journal, 7(1).

Güler, A., & Arkın, A. K. (2019). Siber hijyenin sağlanmasında iç denetimin rolü [Le rôle de l'audit interne dans l'instauration de la cyber-hygiène]. Denetişim, (19), 17-40. https://dergipark.org.tr/tr/pub/denetisim/article/585522

Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. Journal of Financial Economics, 3(4), 305-360.

Jones, K. K., Baskerville, R. L., Sriram, R. S., & Ramesh, B. (2017). The impact of legislation on the internal audit function. Journal of Accounting & Organizational Change, 13(4), 450-470.

Kahyaoglu, S. B., & Aksoy, T. (2021). Artificial intelligence in internal audit and risk assessment. In Financial ecosystem and strategy in the digital era: Global approaches and new opportunities (pp. 179-192). Cham: Springer International Publishing.

Karahan, Ç., & Tüfekçi, A. (2019). Blokzincir teknolojisinin iç denetim faaliyetlerine etkileri: Fırsatlar ve tehditler. Denetişim, (19), 55-72.

Karimallah, K., & Drissi, H. (2024). Assessing the Impact of Digitalization on Internal Auditing Function. International Journal of Advanced Computer Science & Applications, 15(6).

Krogstad, J. L., & Smith, G. (2003). Assessing the Influence of Auditing: A Journal of Practice & Theory: 1985–2000. Auditing: A Journal of Practice & Theory, 22(1), 195-204.

Lee, L., Fiedler, K., & Mautz, R. (2018). Internal audit and the blockchain: There's more to blockchain than bitcoin, and auditors have much to learn about how it works. Internal Auditor, 75(4).

Lois, P., Drogalas, G., Nerantzidis, M., Georgiou, I., & Gkampeta, E. (2021). Risk-based internal audit: factors related to its implementation. Corporate Governance: The International Journal of Business in Society, 21(4), 645-662.

Mandzila, E. E. W. (2004). The contribution of internal control and audit to corporate governance.

Page, M. J., McKenzie, J. E., Bossuyt, P. M., Boutron, I., Hoffmann, T. C., Mulrow, C. D., et al. (2021). The PRISMA 2020 statement: An updated guideline for reporting systematic reviews. BMJ, 372, n71. https://doi.org/10.1136/bmj.n71

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Protiviti. (2016). Internal audit and the Internet of Things [White paper]. Protiviti Inc. https://www.protiviti.com/sites/default/files/united_states/insights/internal-audit-and-the-internet-of-things-whitepaper-protiviti.pdf

Rhodes, R. A. W. (1997). Understanding governance: Policy networks, governance, reflexivity and accountability. Open University Press.

Rooney, H., Aiken, B., & Rooney, M. (2017). Q&A. Is internal audit ready for blockchain? Technology Innovation Management Review, 7(10), 41-44.

Roussy, M., & Perron, A. (2018). New perspectives in internal audit research: A structured literature review. Accounting perspectives, 17(3), 345-385.

Sarens, G., Abdolmohammadi, M. J., & Lenz, R. (2012). Factors associated with the internal audit function's role in corporate governance. Journal of Applied Accounting Research, 13(2), 191-204.

Sestino, A., Prete, M. I., Piper, L., & Guido, G. (2020). Internet of Things and Big Data as enablers for business digitalization strategies. Technovation, 98, 102173.

Soh, D. S. B., & Martinov-Bennie, N. (2011). The internal audit function: Perceptions of internal audit roles, effectiveness and evaluation. Managerial Auditing Journal, 26(7), 605-622. https://doi.org/10.1108/02686901111151332

The Institute of Internal Auditors. (2017, December). Artificial intelligence: The future for internal auditing. Tone at the Top. https://www.theiia.org/en/resources/research-and-reports/tone-at-the-top/

van Eck, N. J., & Waltman, L. (2010). Software survey: VOSviewer, a computer program for bibliometric mapping. Scientometrics, 84, 523-538. https://doi.org/10.1007/s11192-009-0146-3

Verhoef, P. C., Broekhuizen, T., Bart, Y., Bhattacharya, A., Dong, J. Q., Fabian, N., & Haenlein, M. (2021). Digital transformation: A multidisciplinary reflection and research agenda. Journal of Business Research, 122, 889-901. https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2019.09.022

Vial, G. (2019). Understanding digital transformation: A review and a research agenda. The Journal of Strategic Information Systems, 28(2), 118-144. https://doi.org/10.1016/j.jsis.2019.01.003

World Bank. (1989). Sub-Saharan Africa: From crisis to sustainable growth. Washington, DC: World Bank.